



Lettre ouverte du SNUipp-FSU77 à M. Copé

Monsieur le Député-Maire, Monsieur le Président de l'UMP,

Au moment où vous vous lancez dans la diffusion d'1 million de tracts et de 100 000 affiches « **Stop à la réforme** », il nous semble nécessaire de revenir sur la question des rythmes scolaires, une question complexe et d'actualité mais dont les racines plongent aussi dans la décision solitaire et arbitraire de M. Darcos.

Comme vous le notez à juste titre, les inquiétudes de la profession sont nombreuses au sujet d'une réforme importante qui n'a malheureusement pas fait l'objet de discussions nécessaires et qui n'aborde jamais sérieusement la perspective d'un plan pluriannuel de financement. C'est pourtant une nécessité, à un moment où de nouvelles responsabilités sont transférées vers des collectivités territoriales qui depuis des années voient leurs dotations remises en question et leurs possibilités de se financer diminuer au fil de « la crise ».

C'est pour cela que le SNUipp a réclamé et continue de réclamer la réécriture de ce décret avec comme préalable l'ouverture d'un véritable débat sur les moyens à donner à notre système éducatif pour qu'il sorte enfin des ornières dans lesquelles les ministères précédents l'ont embourbé.

Est-ce cela que vous appelez de vos vœux, il y a quelques mois, dans un courrier envoyé aux enseignants de Meaux dans lequel vous évoquiez « *une refondation profonde et ambitieuse de l'école* » ? Nous regrettons que cette prise de conscience soit tardive au point d'arriver après la suppression par Xavier Darcos de cette demi-journée de classe et de milliers de postes d'enseignants. Sans aucune concertation ! À l'époque, la majorité en place n'avait pas réagi, malgré nos protestations et celles d'organisations de parents d'élèves, notamment lors des attaques contre les RASED. À croire que nous ne pouvons compter que sur les « oppositions » du moment pour réclamer avec nous une véritable concertation.

Aussi, vous comprendrez donc que nous puissions déceler une certaine ironie en faisant ce constat... Car aujourd'hui, d'une certaine façon, nous soldons les dégâts de décisions qui ont déstabilisé l'ensemble du premier degré par des mesures successives, des décisions auxquelles vous apportiez votre soutien. C'est d'autant plus troublant, que sur ce sujet des rythmes scolaires, nous retrouvons dans vos propos les mêmes arguments que nous vous opposions lors de votre tentative de mise en place des ARVEJ, à Meaux. A l'époque vous étiez un fervent défenseur du transfert des activités vers les municipalités, tandis que les enseignants manifestaient une opposition franche à ce dispositif, justement parce qu'ils y voyaient un risque de transfert des responsabilités de l'Education Nationale vers les collectivités territoriales. Nous dénoncions déjà une menace de « municipalisation » de certaines activités et les zones d'ombre qui planaient sur des financements pérennes. Pourtant pour tenter de faire passer la pilule, des « effets d'aubaines » étaient proposés... des effets d'aubaine qui n'étaient pas loin de ce que M. Peillon propose pour les deux premières années de ces nouveaux rythmes.

Aujourd'hui, vous évoquez une réforme qui « humilie les enseignants ». C'est oublier que cette « humiliation » s'additionne à celles organisées par les précédents gouvernements.



Humiliation des enseignants de maternelle après les propos de M. Darcos sur leur capacité à changer des couches... Mais également l'humiliation pour les enseignants spécialisés des RASED, « renvoyés » de leurs postes supprimés, parce que remplacés par les enseignants des classes dans le cadre de l'aide personnalisée. Vous aviez trouvé comment utiliser les deux heures d'apprentissages que vous aviez supprimées aux élèves... Ou encore, ce que nous évoquions avec vous lors d'une rencontre, sous le ministère Chatel, lorsque ce dernier de décida d'envoyer, sans formation et pour des raisons budgétaires, des milliers de jeunes enseignants directement dans les classes. À cette époque, nous avons pu constater que vous ne sembliez pas si soucieux des conditions de travail de ces collègues qui vivaient, dans la souffrance et le « découragement », cette catastrophique entrée dans le métier. Peut-être votre approche des conditions d'exercice de notre métier est-elle en train d'évoluer ?

Il n'en va pas de même de votre projet éducatif qui lui, en revanche, persiste à prôner des solutions faciles sur des sujets complexes. Pas plus qu'en médecine où la multiplication des thermomètres ne guérit... celle des examens d'entrée en collège ou ailleurs ne permettra à nos élèves d'accéder à la connaissance et à l'émancipation. Pour construire une école de qualité, il faut des moyens et de la concertation ! Pas une multiplication des contrôles et de fausses évaluations telles qu'il en a fleuri ces dernières années.

Pour nous, il serait temps que l'Education Nationale et les projets éducatifs puissent sortir du jeu dans lequel nombre de politiciens l'ont cantonné. Un outil de polémique, ponctué de réformes imposées, sans réelle concertation et toujours dans une urgence contraire au temps de la pédagogie à long terme !

C'est le cas des rythmes scolaires, dont on oublie aujourd'hui qu'ils étaient pluriels au niveau National avant qu'un ministre seul décide de barrer d'un trait le travail de consensus qui avait amené des académies à travailler 4 jours, d'autres 4,5, avec des modalités particulières et négociées. Dans certains cas, les temps de vacances scolaires servaient à organiser l'amplitude de présence des élèves. Ainsi, en fin d'année, ils avaient bien, tous, la totalité des heures d'enseignement. Les solutions avaient été construites dans le temps et la diversité de réponses correspondait à la diversité de situations. Depuis le passage de la semaine à 4 jours obligatoires d'école pour tous, il faudrait que tout le monde fasse partout la même chose. Avec la majorité présidentielle précédente c'était 4 jours pour tous, avec celle élue en 2012, c'est 4,5 jours pour tous. C'est du même ordre : un jacobinisme incompréhensible en pleine période de décentralisation. Tout ceci concourt au discrédit de l'action publique et de la politique. Vous en portez une part importante de responsabilité.

Aussi, sur ce sujet, comme sur les autres concernant l'Education, il serait urgent de prendre du recul, d'éviter de saisir toutes les occasions de la polémique, pour essayer de porter un véritable projet éducatif, construit sur le long terme, avec des financements pérennes et un consensus national évitant tous les 5, 10, 15 ans de recommencer les mêmes débats qui n'en finissent pas de désespérer les enseignants. C'est ce que les Finlandais ont fait, pourquoi n'y arriverions-nous pas ?

Veuillez croire, Monsieur, à notre profond attachement au service public d'Education.

Meaux, le 16 octobre 2013.